

AVRIL 2019

ANALYSE SOCIO-ÉCONOMIQUE DU PETR FIGEAC QUERCY VALLÉE DE LA DORDOGNE

*Une analyse par les moteurs
du développement*

En partenariat avec :





PARTIE I.

Les moteurs du développement du territoire

PARTIE II.

Dynamique économique du territoire

PARTIE III.

Le niveau de développement social du territoire

CONCLUSION.

Synthèse et enjeux

INTRODUCTION.



UNE NOUVELLE GRILLE DE
LECTURE DU
DEVELOPPEMENT
TERRITORIAL

*Regarder son territoire avec une nouvelle
paire de lunettes !*



Rappels conceptuels

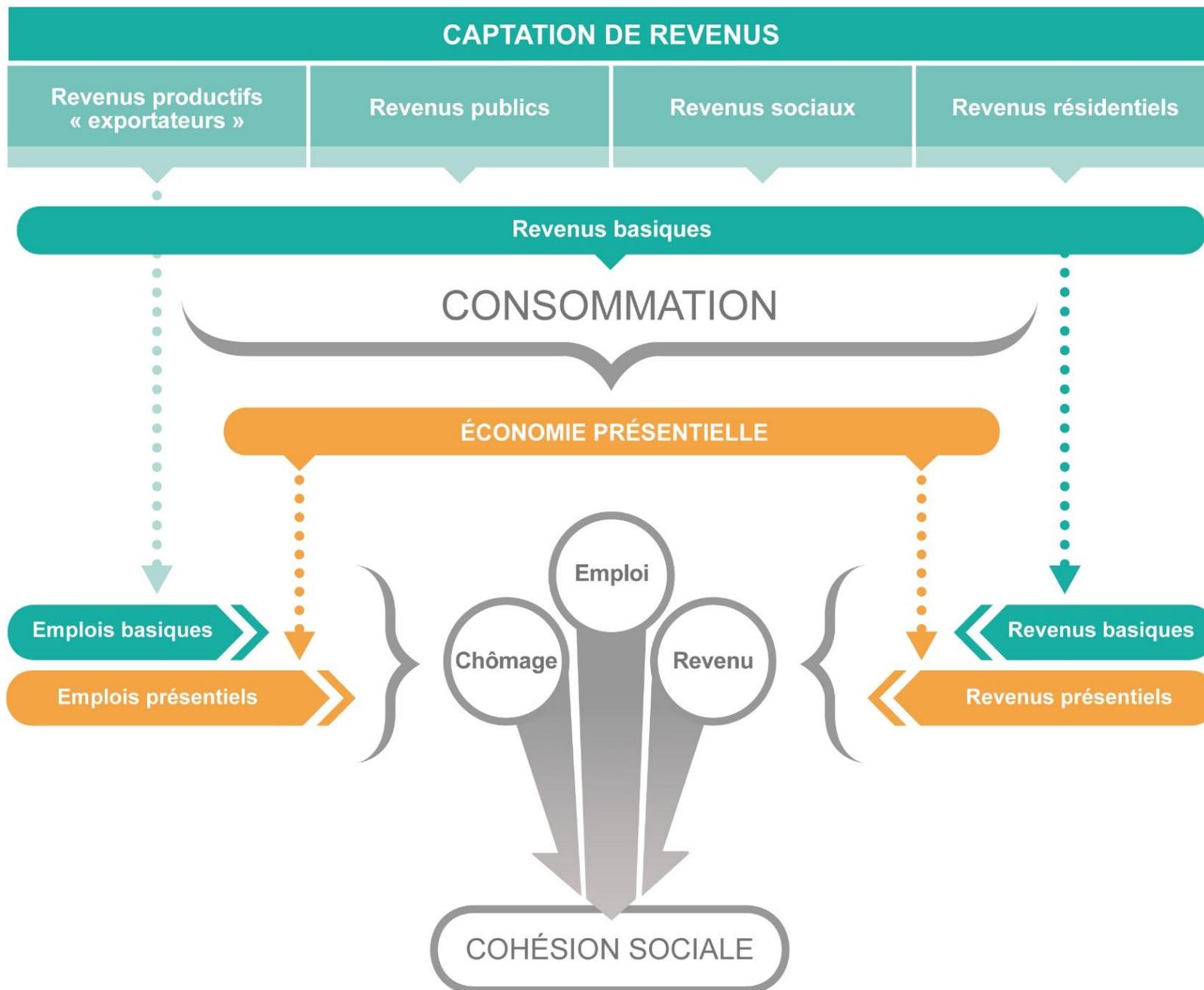
Depuis une vingtaine d'année, les travaux développés par le chercheur Laurent Davezies ont permis de démontrer que les mécanismes du développement territorial répondaient à des logiques radicalement différentes de celles observées au niveau macro-économique. Alors qu'à l'échelle des nations, la variable clef du développement demeure le PIB, c'est-à-dire la création de richesses, au niveau local, c'est le revenu qui demeure la pierre angulaire. La relation croissance du PIB - croissance de l'emploi - réduction du chômage et de la pauvreté qui s'opère assez mécaniquement à l'échelle des nations n'est pas nécessairement opératoire à des échelles géographiques plus fines. Il est effectivement assez fréquent d'observer des territoires bénéficiant d'une forte croissance de leur PIB et de l'emploi pâtir d'une détérioration manifeste de leur niveau de cohésion sociale. En d'autres termes, au niveau territorial, et pour reprendre le titre d'une étude réalisée par le chercheur sur le cas francilien, **croissance ne signifie pas nécessairement développement**.

En effet, **le niveau de développement d'un territoire dépend en réalité bien plus de sa capacité à capter de la richesse (revenu) qu'à seulement en produire (PIB)**. Or les modalités de captation du revenu ne se limitent pas à la seule exportation de biens et de services par son système productif compétitif. Mais font aussi appel à de puissants mécanismes redistributifs, tant publics que privés, qui n'ont rien à voir justement avec ses capacités productives. Laurent Davezies a classé ces mécanismes en trois composantes : l'économie résidentielle, l'économie publique et les transferts sociaux.

En substance, il convient donc de retenir que le développement des territoires s'opère en deux temps (cf. le schéma ci-dessous). Dans un premier temps, en fonction de leur capacité à **capter des revenus à l'extérieur de leurs "frontières"**. Puis, dans un second temps, en fonction de leur aptitude à **redistribuer ces revenus sous la forme de dépenses de consommation courante dans leur économie locale pour stimuler leur économie présenteielle**.



Regarder son territoire avec une nouvelle paire de lunettes !





Davezies identifie quatre grands types de revenus captés en provenance de l'extérieur :

- les revenus productifs exportateurs ;
- les revenus publics ;
- les revenus sociaux ;
- les revenus résidentiels.

Les revenus productifs exportateurs : composante « mondialisée » des économies locales

Les revenus productifs exportateurs se composent des salaires, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux et agricoles détenus par les actifs qui résident sur un territoire et y travaillent dans des secteurs d'activité "exportateurs", c'est-à-dire qui ont pour vocation de produire des biens et des services vendus à l'extérieur de celui-ci. Le choix de localisation des entreprises de ces secteurs d'activité est généralement plutôt guidé par la nécessité d'améliorer, dans une logique d'optimisation de l'offre, leur capacité de production. La qualité de la main d'œuvre, le coût du foncier et de l'immobilier, la pression fiscale, la densité du tissu industriel local peuvent constituer à ce titre des variables à forte influence. Les entreprises de ces secteurs exposent plus lourdement les territoires aux risques de délocalisation que les entreprises des secteurs d'activité de proximité.

Cette composante des systèmes socio-économiques territoriaux s'apparente à la composante « mondialisée » et la plus compétitive des économies locales. Elle demeure pour cette raison la plus exposée aux aléas économiques conjoncturels et aux mouvements de restructuration. Elle est de surcroît celle qui conditionne l'existence des trois autres types de revenus : sans croissance et création de valeur ajoutée dans les secteurs productifs concurrentiels et exportateurs, c'est effectivement tout l'équilibre du système national de redistribution interterritoriale de richesses qui serait mis en péril.



Les revenus publics : un amortisseur de choc économique

Les revenus publics se composent des salaires des actifs résidant sur le territoire et travaillant dans les fonctions publiques d'État, Territoriale et Hospitalière. Assez peu sensible aux aléas économiques, les revenus publics constituaient avant la crise des dettes souveraines (2011) un véritable amortisseur de choc pour les territoires en temps de crise. Il semble que depuis cette crise, cette fonction ait été altérée avec la détérioration des finances publiques. La stabilité des revenus publics devrait être largement remise en question dans les années à venir en raison de la volonté affichée par nos gouvernants de réduire la dépense publique avec pour objectif de réduire le poids de la dette (on citera à titre d'exemple les fermetures de caserne qui ont pu avoir un impact significatif sur la trajectoire de développement de certains territoires). Dans l'ensemble, la géographie des revenus publics tend plutôt à suivre celle de la densité de population et demeure relativement homogène.

Les revenus sociaux : un vecteur implicite de réduction des disparités spatiales

Les revenus sociaux (hors pensions de retraite qui sont intégrées dans les revenus résidentiels) se composent des différents types de prestations sociales (ou transferts sociaux). Sont comptabilisés dans notre approche les transferts versés en espèces à des individus ou à des familles. Ces transferts ont pour vocation de réduire la charge financière que représente la protection contre divers risques. Outre la vieillesse et la survie (intégrée dans les revenus résidentiels), elles sont associées à cinq grandes catégories de risques :

- la santé (prise en charge totale ou partielle de frais liés à la maladie, à l'invalidité, aux accidents du travail et aux maladies professionnelles) ;
- la maternité-famille (prestations liées à la maternité, allocations familiales, aides pour la garde d'enfants) ;
- la perte d'emploi (indemnisation du chômage) et les difficultés d'insertion ou de réinsertion professionnelle ;
- les difficultés de logement (aides au logement) ;
- la pauvreté et l'exclusion sociale (minimas sociaux : revenu minimum d'insertion - RSA, minimum vieillesse, etc.).

Les transferts sociaux assurent une fonction explicite de réduction des inégalités sociales et implicite de réduction des disparités territoriales. En général, mais sans que cela soit strictement mécanique, plus leur part est élevée dans l'ensemble des revenus captés par les territoires, plus cela signifie que les problèmes sociaux rencontrés y sont aigus.



Les revenus résidentiels : moteurs majeurs des économies locales

Les revenus résidentiels se composent des pensions de retraite, des dépenses touristiques marchandes et non marchandes (liées à la présence de résidents secondaires), des revenus mobiliers et fonciers liés à la présence de leurs titulaires et des revenus dont bénéficient les actifs qui résident sur le territoire mais travaillent ailleurs, appelés revenus « pendulaires » ou « dortoirs » (qui intègrent les revenus transfrontaliers). Le niveau et la dynamique des revenus résidentiels dépendent très largement du niveau d'aménités des territoires (qualité du cadre de vie, ensoleillement, proximité de la mer ou de la montagne...).

Au même titre que les revenus publics, les revenus résidentiels dépendent de puissants mécanismes de redistribution interterritoriaux. Pour les pensions de retraite, il s'agit d'un double mécanisme redistributif à la fois intergénérationnel (conforme à notre système de répartition : les actifs paient pour les « anciens ») et géographique (par exemple, un actif ayant travaillé toute sa vie à Lille et qui s'installe pour sa retraite dans le sud de la France). Pour les dépenses touristiques, il s'agit d'un mécanisme de transfert géographique lié au fait que des individus dépensent à un moment donné dans l'année une partie de leurs revenus sur un territoire où ni ils ne résident, ni ils ne travaillent. Quant aux revenus « pendulaires », ils sont liés aux migrations domicile-travail quotidiennes des actifs qui résident et travaillent sur un territoire différent.



Le second temps du développement territorial : la redistribution des revenus captés sous la forme de dépenses de consommation



Le second temps du développement des territoires, à savoir la redistribution des revenus dans le circuit économique local sous la forme de dépenses de consommation courante, constitue un moment tout aussi décisif que celui de la captation. Décisif car c'est ce processus qui permet le développement de l'économie présentielle, principale pourvoyeuse d'emplois aujourd'hui dans les territoires (65 % de l'emploi en moyenne).

Économie de production au même titre que l'économie productive exportatrice génératrice des revenus du même nom, les secteurs d'activité qui composent l'économie présentielle demeurent relativement peu concurrentiels et exposés aux aléas conjoncturels (les macro-économistes nomment l'économie de proximité le secteur abrité). Tournés exclusivement vers la satisfaction des besoins des populations présentes, ces secteurs d'activité se localisent sur les territoires largement plus pour vendre que pour produire.

Bien que demeurant une véritable économie de production, le niveau de développement de l'économie présentielle dépend préférentiellement de la propension à consommer localement des populations résidentes (actives et inactives) et des populations ponctuelles (touristes et résidents secondaires...), que l'on peut regrouper sous le terme générique de population présente, c'est à dire du niveau de redistribution des différents revenus captés par le territoire en provenance de l'extérieur. On peut ainsi considérer, de manière imagée, que les revenus productifs exportateurs, les revenus publics, résidentiels et sociaux constituent le « carburant » potentiel, car sous réserve qu'ils soient bien dépensés là où ils sont détenus, de l'économie présentiels.

L'économie présentielle présente un certain nombre d'avantages. Moins concentrée géographiquement que les secteurs d'activité productifs exportateurs, ses secteurs d'activité se localisent plutôt en fonction de la densité présentielle et se répartissent de manière relativement homogène sur le territoire national. Peu soumis aux risques de délocalisation, ils exposent moins les territoires à des chocs brutaux de réduction d'emplois. De surcroît, les compétences requises par ses secteurs d'activité font appel à un très large spectre de qualifications (allant du boulanger au médecin en passant par le chauffeur de taxi, l'artisan couvreur ou le pâtissier...). Ils demeurent ainsi beaucoup plus ouverts aux populations peu et pas qualifiées que les secteurs d'activité productifs exportateurs.

L'économie présentielle ne présente évidemment pas que des vertus. Bien plus que pour les secteurs d'activité exportateurs, les secteurs d'activité qui la composent ont tendance à offrir des emplois à faibles niveaux de rémunération et/ou à statut précaire (temps partiel, CDD, emploi saisonnier). Si son dynamisme peut avoir une influence tout à fait positive sur le niveau de chômage, il peut également avoir un effet assez néfaste sur celui de la qualité de l'emploi et donc le niveau de précarité des actifs.



La prolifération sémantique qui a succédé aux travaux de Laurent Davezies a généré et génère encore de nombreuses confusions qui peuvent avoir une incidence directe dans la compréhension des phénomènes et indirecte sur les choix opérationnels de l'acteur public. Il est pour ce motif impératif de revenir sur quelques définitions et d'avoir l'esprit bien au clair sur ces questions.

➤ **Éclaircissement sémantique**

Économie résidentielle :

- **Définition** : l'économie résidentielle est une économie de flux qui se compose **de différents types de revenu** qui viennent de l'extérieur (pensions de retraite, dépenses touristiques, revenus fonciers et « revenus dortoir », cf. supra)
- **Ressort** : le développement de l'économie résidentielle dépend principalement du niveau d'aménité des territoires (ensoleillement, qualité environnementale, cadre de vie...)

Économie domestique (Davezies) = Économie/Sphère présentielle (Insee) = Économie de proximité (Rhône Alpes) :

- **Définition** : ces trois notions regroupent strictement la même chose, à savoir les secteurs d'activité dont le développement ne dépend que de la consommation locale (par opposition aux secteurs d'activité de la Base productive exportatrice)
- **Ressort** : la propension à consommer localement des population présentes, en d'autres termes, la propension à redistribuer dans l'économie locale les différents types de revenus captés

➤ **Ce qu'il faut absolument intégrer => Un territoire se développe en deux temps :**

- **Temps 1** : en fonction de sa capacité à capter de la richesse en provenance de l'extérieur
- **Temps 2** : en fonction de sa capacité à redistribuer la richesse captée dans les circuits économiques locaux (économie de proximité)

➤ **Ce qu'il ne faut PAS croire :**

- L'économie résidentielle et l'économie présentielle sont des notions qui renvoient à la même chose
- Seule l'économie résidentielle stimule l'économie présentielle. Effectivement, même les transferts sociaux, comme par exemple des indemnités chômage, lorsqu'ils sont dépensés sur un territoire par leur titulaire pour acheter le pain ou le journal, contribuent à alimenter l'économie de proximité



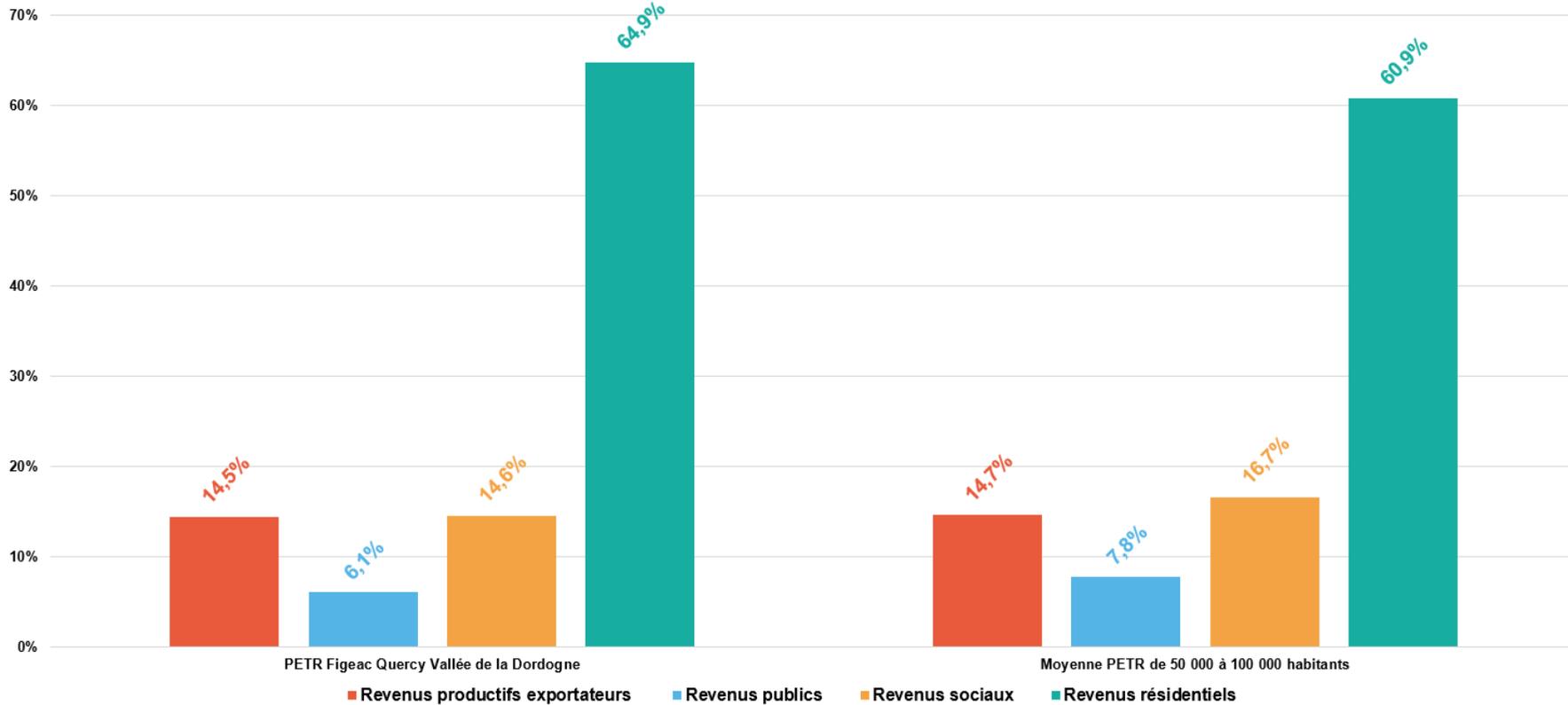
LES MOTEURS
DU DEVELOPPEMENT
DU TERRITOIRE

*Une analyse du modèle de
développement*



Structure des moteurs du développement du territoire

Mise en perspective du poids des différents types de revenus captés par le territoire en 2014
(en % de l'ensemble des revenus captés)



Source : Estimations OPC d'après Insee (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, Direction Générale des Impôts

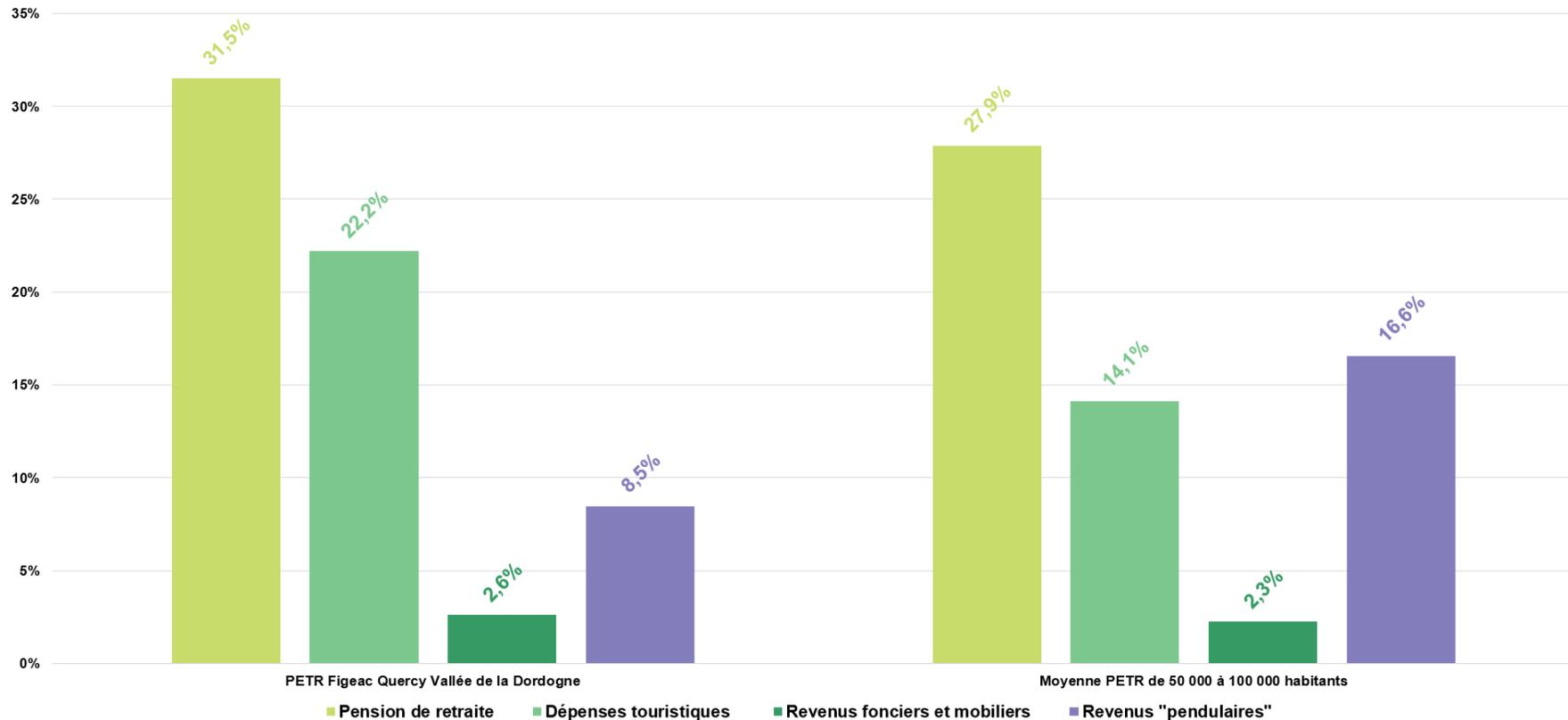
L'analyse de la structure des moteurs du développement du territoire révèle :

- une représentation des revenus productifs exportateurs conforme à ce que l'on peut observer en moyenne dans les Pays et PETER de strate démographique comparable ;
- une sous-représentation des revenus publics au regard de la moyenne qui atteste du rôle plutôt modéré de l'économie publique localement ;
- une nette sous-représentation des transferts sociaux qui suggère en première analyse que la situation sociale locale demeure plutôt avantageuse ;
- une nette sur-représentation des revenus résidentiels.



Structure des moteurs du développement du territoire : l'économie résidentielle

Mise en perspective du poids des différents types de revenus résidentiels captés par le territoire en 2014 (en % de l'ensemble des revenus captés)



Source : Estimations OPC d'après Insee (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, Direction Générale des Impôts

La sur-représentation des revenus résidentiels s'explique par la nette sur-représentation des pensions de retraite, synonyme du vieillissement accentué de la population locale, et des dépenses touristiques, qui traduit quant à elle la forte attractivité touristique du territoire, dans le processus de captation qui compense le fort déficit en revenus « pendulaires ». Déficit lié au relatif enclavement du territoire et à son éloignement des grands pôles d'activité économiques (ce même si le territoire tire un certain profit de sa proximité à la CA du Grand Cahors, cf. ci-dessous).



La structure des moteurs du développement du territoire laisse transparaître un modèle de développement de type « **Retraité-touristique** » symptomatique d'une forte spécialisation résidentielle a priori. Pour autant, la part des revenus productifs exportateurs demeure malgré tout significative (presque conforme à la moyenne des territoires de comparaison). Ce qui montre bien qu'en réalité, les modalités de fonctionnement socio-économique du territoire sont plus diverses qu'il n'y paraît. Elles reposent effectivement sur :

- une forte dynamique productive concurrentielle ;
- une bonne attractivité touristique ;
- une dépendance croissante aux mécanismes de socialisation ici matérialisée par le poids significatif des pensions de retraite.

Ainsi, le modèle de développement du territoire s'apparente à un modèle de type plutôt « productivo-résidentiel », traduisant le plus souvent dans les territoires où il s'observe un certain équilibre fonctionnel et une bonne dynamique économique et sociale.

Ce profil est le reflet notamment du fort dynamisme productif local, qui constitue un levier de développement essentiel, avec le levier résidentiel, des territoires. Les revenus publics et sociaux ne jouant qu'un rôle d'amortisseur pour les premiers et de compensation pour les seconds.



Qu'est qu'un modèle de développement territorial ?

L'observation de la structure des moteurs du développement – c'est à dire du poids relatif de leurs différents revenus captés – permet d'appréhender leurs modalités de fonctionnement macro-économique en termes de modèle de développement.

L'identification des modèles de développement des territoires s'effectue en fonction du niveau de surreprésentation de tel et/ou tel type de revenus dans le processus de captation de richesses au regard d'une moyenne de « référence ». Par exemple, une communauté d'agglomération de la région marquée par une surreprésentation de ses revenus « pendulaires » au regard de la moyenne de l'ensemble des communautés d'agglomération françaises présentera un modèle de développement dit « pendulaire ». Pour une communauté de communes présentant une double surreprésentation de ses revenus productifs exportateurs et sociaux au regard de la moyenne des communautés de communes françaises, on dira que son modèle de développement est « productif-social » ...

Bien qu'en apparence relativement technique, voire jargonnante, (cf. l'intitulé à rallonge de certains modèles) et bâtie sur un certain nombre de conventions, cette approche présente l'avantage de proposer :

- une représentation synthétique et immédiate du fonctionnement macro-économique local des territoires ;
- une vision transversale et systémique de leur fonctionnement qui dépasse l'approche sectorielle classique de type agriculture – industrie – service ;
- un schéma d'analyse propice au déploiement d'une réflexion prospective permettant d'appréhender les évolutions probables du territoire à moyen terme grâce aux éléments de connaissance dont on dispose sur le comportement général des modèles de développement territoriaux.

Connaître le modèle de développement de son territoire permet ainsi d'identifier de manière très efficace les grands enjeux qui l'affectent et de poser les bases d'une réflexion stratégique de premier niveau. Au-delà, ce type d'approche permet également de créer un langage commun et partagé propice à l'émergence d'un climat consensuel au sein d'un système local d'acteurs qui rend plus aisé le passage de la réflexion à l'action.



Analyse détaillée des revenus « pendulaires » : captation et évation de masse salariale

Pourquoi recourir à l'analyse des transferts de masse salariale liés aux pratiques pendulaires des actifs en emploi ?

Pour au moins trois raisons essentielles :

- Parce que d'une part, les transferts de masse salariale liés aux pratiques pendulaires des actifs prennent une large part dans le processus de construction de la richesse des territoires ;
- D'autre part, parce qu'ils jouent un rôle pivot en matière de solidarité territoriale ;
- Enfin, parce que leurs rôles, pourtant essentiels pour le bon fonctionnement de nos territoires, demeurent trop largement méconnus des acteurs publics territoriaux.

Précision : les transferts évalués ici sont uniquement franco-français. Ils ne tiennent pas compte, contrairement aux revenus « pendulaires » évalués plus haut, des revenus transfrontaliers.

Captation et évation de masse salariale (nettes) liées aux pratiques pendulaires des actifs en emploi du territoire en 2014 (millions d'euros)

	Captation (+)	Evasion (-)	Solde
PETR Figeac Quercy Vallée...	137,2 M€	112,4 M€	24,7 M€

Source : Insee – DADS

Lecture : Le territoire capte 137,2 millions d'euros de masse salariale et redistribue 112,4 millions d'euro, soit un solde positif de 24,7 millions d'euros ...

L'analyse des transferts de masse salariale liés aux mouvements domicile-travail indique que le territoire :

- redistribue 112,4 millions d'€ de masse salariale vers d'autres territoires parce qu'un certain nombre de ses emplois est occupé par des actifs qui résident hors de son périmètre ;
- capte 137,2 millions d'€ en envoyant une part de ses actifs travailler hors de son périmètre ;
- soit un solde positif de 24,7 millions d'€.

Liste des communautés avec lesquelles le territoire enregistre les transferts de masse salariale (en millions d'euros) les plus significatifs (2014)

	Captation en provenance de ...		Evasion en direction de ...
CA du Grand Cahors	31,1	CC Midi Corrèzien	16,1
CA du Bassin de Brive	18,1	CC Decazeville Communauté	12,9
Métropole du Grand Paris	8,9	CC du Grand Villefranchois	11,4
CC Midi Corrèzien	8,9	CA du Bassin de Brive	9,8
CC Decazeville Communauté	8,5	CC de la Châtaigneraie Cantalienne	7,3
Toulouse Métropole	8,1	CA du Grand Cahors	5,6
CC du Grand Villefranchois	7,8	CC du Pays de Fénelon	4,6
CA Rodez Agglomération	5,4	CC Quercy - Bouriane	4,5
CC Quercy - Bouriane	4,7	CC du Causse de Labastide Murat	3,4
CC de la Châtaigneraie Cantalienne	2,4	Toulouse Métropole	3,1
...		...	

Source : Insee – DADS

Lecture : Le territoire capte 31,1 millions d'euros en provenance de la CA du Grand Cahors et redistribue 16,1 millions d'euros en direction de la CC Midi Corrèzien...

Ces transferts s'organisent préférentiellement :

- pour la captation, avec les CA du Grand Cahors et de Brive et dans une moindre mesure la Métropole du Grand Paris et les CC Midi Corrèzien et Decazeville communauté ;
- pour l'évasion, avec les CC Midi Corrèzien, Decazeville Communauté et du Grand Villefranchois.

Le territoire tire ainsi un réel profit de ses échanges avec la CA du Grand Cahors (avec un solde de + 25,5 millions d'€ de masse salariale nette) et plus mesuré avec celle de Bassin de Brive (avec un solde de + 8,3millions).



Une fois déterminées les modalités de captation de revenu du territoire via notamment la définition de son modèle de développement, il apparait tout aussi nécessaire, comme signalé en introduction, d'évaluer si ces flux de revenus captés sont plus ou moins bien redistribués dans ses circuits économiques locaux pour stimuler son économie présenteielle.

L'analyse des indicateurs relatifs aux effets de la consommation sur l'emploi présentiel révèle :

- un potentiel de captation de richesses élevé et sensiblement supérieur à la moyenne observée dans les PETR et Pays français de même strate démographique ;
- une propension locale à consommer légèrement meilleure que ce que l'on peut observer en moyenne et qui tend à démontrer que le territoire ne souffre pas de la relative proximité des pôles de Brive, Cahors, Rodez ou Aurillac en direction desquels pourrait s'organiser une certaine évasion commerciale ;
- une densité en emplois présentsiels sensiblement supérieure à ce qui s'observe en moyenne dans les territoires de comparaison.

Le territoire profite à la fois d'un fort potentiel de captation de richesses et d'une bonne propension locale à consommer. Combinaison qui génère un fonctionnement du système de redistribution de la richesse captée dans les circuits économiques locaux qui permet a priori de relativement bien stimuler les activités présentsielles.

Analyse du fonctionnement du système de redistribution du territoire (2014)

	Potentiel de captation de richesse (en € / hab.)	Propension à consommer localement (en € / emplois présentsiels)	Taux de couverture en emplois présentsiels (emplois présentsiels / 100 hab.)
PETR Figeac Quercy...	18 332 €	164 509 €	11,1
Moyenne PETR 50 000 à 100 000 habitants	16 562 €	167 000 €	9,9

Source : Estimations OPC d'après INSEE (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, Direction Générale des Impôts

Méthode : analyser les effets de la consommation sur les emplois présentsiels

Rappel : les emplois de proximité sont les emplois dont le dynamisme ne dépend que de la consommation locale. Ils appartiennent à des secteurs d'activité aussi divers que la boulangerie, la charcuterie, la santé (médecins généralistes ou spécialistes...), le taxi, le cinéma, la vente de vêtements au détail...

La problématique de la consommation, pourtant abondamment traitée à l'échelle macro-économique (tant par les experts que par les acteurs publics) est systématiquement mise de côté à l'échelon territorial. En dehors des enquêtes non systématiques réalisées par les Chambres de commerce, aucune statistique n'existe sur le sujet au niveau des territoires. Pour cette raison, nous sommes contraints d'élaborer nous-mêmes les indicateurs utiles à son traitement et à son analyse.

Trois indicateurs ont pu être élaborés :

- le **potentiel de captation de richesses** : cet indicateur permet d'appréhender le degré d'attractivité d'un territoire à travers sa capacité à capter de la richesse à l'extérieur de son périmètre. Il est calculé en rapportant le volume total de revenus captés (revenus productifs exportateurs, revenus publics, revenus sociaux et revenus résidentiels) à la population résidente. Plus l'indicateur est important, plus cela signifie que le potentiel de captation est élevé ;

- l'**effet multiplicateur ou propension à consommer localement** : cet indicateur permet d'appréhender le degré de redistribution des revenus captés à l'extérieur d'un territoire dans son économie locale ; autrement dit la propension à consommer localement. Il est calculé en rapportant le volume total de revenus captés à l'extérieur (revenus productifs exportateurs, revenus publics, revenus sociaux et revenus résidentiels) au nombre d'emplois présentsiels. Exprimé en euros, l'effet multiplicateur peut se lire comme le volume de revenus captés nécessaire pour la création d'un emploi présentiel supplémentaire. Plus complexe dans sa lecture que l'indicateur précédent, il doit se lire « à l'envers » : plus il est élevé, plus cela signifie que la propension locale à consommer est faible et inversement ;

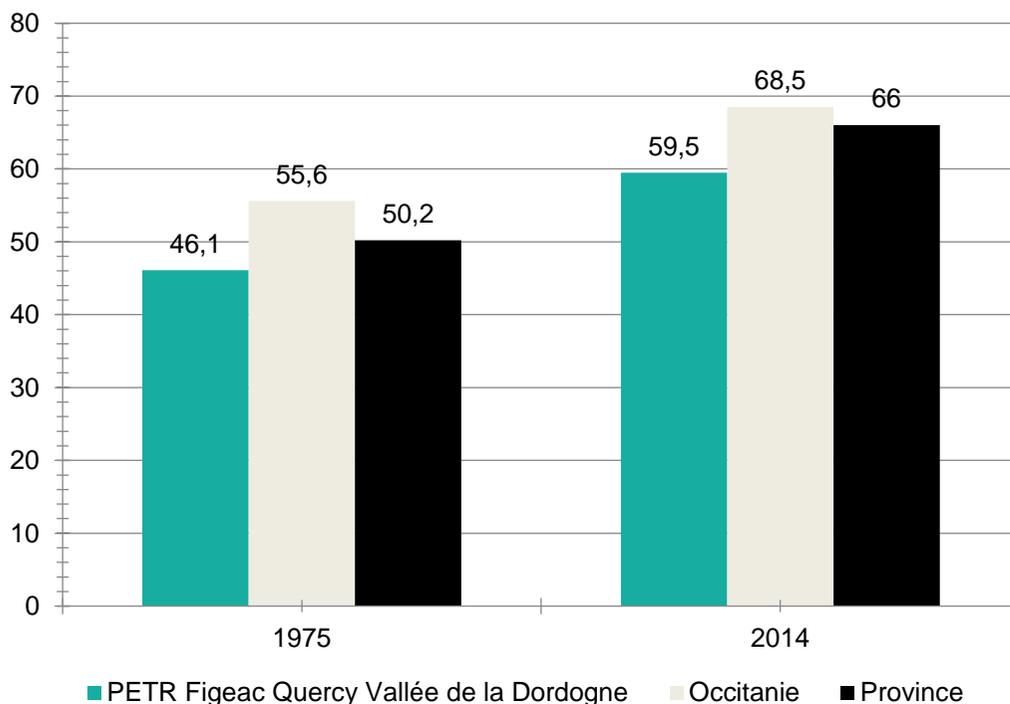
- le **taux de couverture en emplois présentsiels** : cet indicateur permet de mesurer la densité en emplois présentsiels sur un territoire donné. Il est calculé en rapportant le nombre d'emplois présentsiels à la population résidente.

DYNAMIQUE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE

*Structure de spécialisation et capacité de
résilience du tissu productif*



Mise en perspective de la part des emplois de la sphère présenteielle dans l'emploi total en 1975 et 2014



Source : Insee – Recensement de la population

Définition : la partition de l'économie en deux sphères, présenteielle et productive concurrentielle, permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. Elle permet aussi de fournir une grille d'analyse des processus d'externalisation et autres mutations économiques à l'œuvre dans les territoires. Les **activités présenteielles** sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes sur le territoire. Les **activités productives concurrentielles** sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors du territoire et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Le tissu productif du territoire a profondément évolué depuis les années 70 :

- doté d'un profil économique à dominante très nettement productive concurrentielle dans les années 70, ce dernier a clairement pris une orientation plus présenteielle dans les années 2010, suivant en cela les tendances régionale et nationale. Pour autant, la part de la sphère présenteielle reste encore sensiblement inférieure aux moyennes de comparaison aujourd'hui ;
- cette évolution du profil économique du territoire sur le temps long est le produit cumulé de la baisse rapide mais néanmoins plus modérée qu'en moyenne en France des emplois de la sphère productive concurrentielle sur la période (-10,9 %) et de la progression rapide mais inférieure aux moyennes de comparaison de la sphère présenteielle (+ 52,8 %).

La transformation du tissu productif sur le temps long semble donc avoir plus été portée par le repli de l'emploi agricole et le processus de désindustrialisation que par les forces de la consommation locale, dont les effets ont a priori été plutôt modérés localement. On relèvera que la vitalité de la sphère présenteielle, bien que mesurée, notamment au regard de la dynamique régionale, a très largement compensé le déclin de la sphère productive concurrentielle, combinaison qui se traduit au global par une augmentation de l'emploi total entre 1975 et 2015.

Mise en perspective de l'évolution des emplois de la sphère productive concurrentielle et présenteielle entre 1975 et 2014

	Sphère productive concurrentielle		Sphère présenteielle	
	Evolution (2014-1975)	Taux de variation (%)	Emplois	Pourcentage
PETR Figeac Quercy ...	-1 720	-10.9%	7 133	52.8%
Occitanie	54 629	8.7%	703 768	89.5%
Province	-1 230 059	-15.3%	5 115 461	63.0%

Source : Insee – Recensement de la population



Capacité de résilience du tissu productif depuis l'entrée en vigueur de la « Grande récession » en 2008

Le territoire a enregistré une progression relativement intense de ses effectifs salariés privés entre 2008 et 2016 (2,9 %). Si cette dynamique s'inscrit à rebours de la tendance observée en France de province, elle demeure relativement conforme bien qu'un peu plus modérée à celle observée dans la région.

Ses bonnes performances s'expliquent par la faible exposition de son tissu productif au second choc récessif de 2011-2014 et sa relativement bonne capacité de rebond lors des cycles de reprise macro-économique de 2009-2011 et 2014-2016.

Dans le détail, on peut effectivement observer que :

- entre 2008 et 2009, période de réduction brutale de l'emploi salarié privé en France liée au démarrage de la crise financière internationale, le territoire a enregistré une baisse extrêmement intense de ses effectifs salariés privés (-3,3 %) ;
- entre 2009 et 2011, période de reprise macro-économique, le territoire profite d'une progression de ses effectifs salariés sensiblement supérieure à celle observée tant dans la région qu'en France de province ;
- entre 2011 et 2014, nouveau cycle récessif impulsé par la crise des dettes souveraines qui se traduit au niveau macro-économique par une baisse sensible des effectifs salariés privés, le territoire enregistre une progression tout à fait remarquable de ses effectifs dans un contexte régional pourtant en stagnation et provincial largement baissier ;
- enfin, entre 2014 et 2017, période de redémarrage macro-économique, le territoire voit ses emplois continuer de progresser mais à un rythme moins soutenu que durant la période précédente et qu'en moyennes dans la région et en province.

Mise en perspective de l'évolution de l'emploi salarié privé du territoire avec les moyennes régionale et de Province entre 2008 et 2016

	2008 – 2009		2009 – 2011		2011 – 2014		2014 – 2016		2008 – 2016	
PETR Figeac Quercy ...	-648	-3.3%	478	2.5%	526	2.7%	214	1.1%	570	2.9%
Occitanie	-16 590	-1.3%	28 085	2.2%	-593	-0.0%	37 939	2.9%	48 841	3.8%
Province	-315 053	-2.4%	201 114	1.6%	-199 787	-1.5%	218 436	1.7%	-95 290	-0.7%

Source : Insee – Recensement de la population



Les déterminants du comportement du tissu productif depuis l'entrée en vigueur de la « Grande récession » : effet de structure ou effet local ?



Définition : l'effet local

Il est possible de décomposer l'évolution de l'emploi à l'échelle des territoires en une composante structurelle et une composante locale.

La **composante structurelle ou effet de structure** renvoie aux effets générés par la structure de spécialisation du tissu économique sur ses performances en matière de création d'emplois. Un territoire spécialisé par exemple dans des secteurs d'activité peu porteurs sur le plan macro-économique aura une probabilité plus élevée a priori d'enregistrer des mauvaises performances de création d'emplois et inversement pour celui plutôt spécialisé dans des secteurs d'activité porteurs. L'effet de structure se calcule en imputant à chaque secteur d'activité des communautés l'évolution qu'il a connu au niveau national. Le résultat obtenu permet d'évaluer l'évolution de l'emploi qu'aurait dû enregistrer le territoire si tous ses secteurs d'activité s'étaient comportés comme au niveau national.

La **composante locale ou effet local** regroupe l'ensemble des effets liés aux spécificités du territoire. L'effet local se calcule par différence entre l'évolution réelle observée et l'effet structurel. Il est aussi appelé pour cette raison effet résiduel. De nombreux facteurs, difficilement quantifiables, se cachent derrière l'effet local, particulièrement les dynamiques de coopération ou de coordination entre acteurs économiques et acteurs institutionnels qui lorsqu'elles sont activées, peuvent favoriser comme l'ont montré Denis Carré et Nadine Levratto, l'émergence de véritables écosystèmes économiques territoriaux plus performants. Mais aussi le niveau de qualification de la population active, la présence de centres d'innovation, le niveau d'aménités... sont autant de facteurs explicatifs qui peuvent composer l'effet local.

Au-delà de la sensibilité du tissu productif local aux cycles économiques, deux facteurs peuvent être mis en évidence pour expliquer ses performances de création d'emplois : son orientation sectorielle (effet de structure) et ses capacités intrinsèques (effet local).

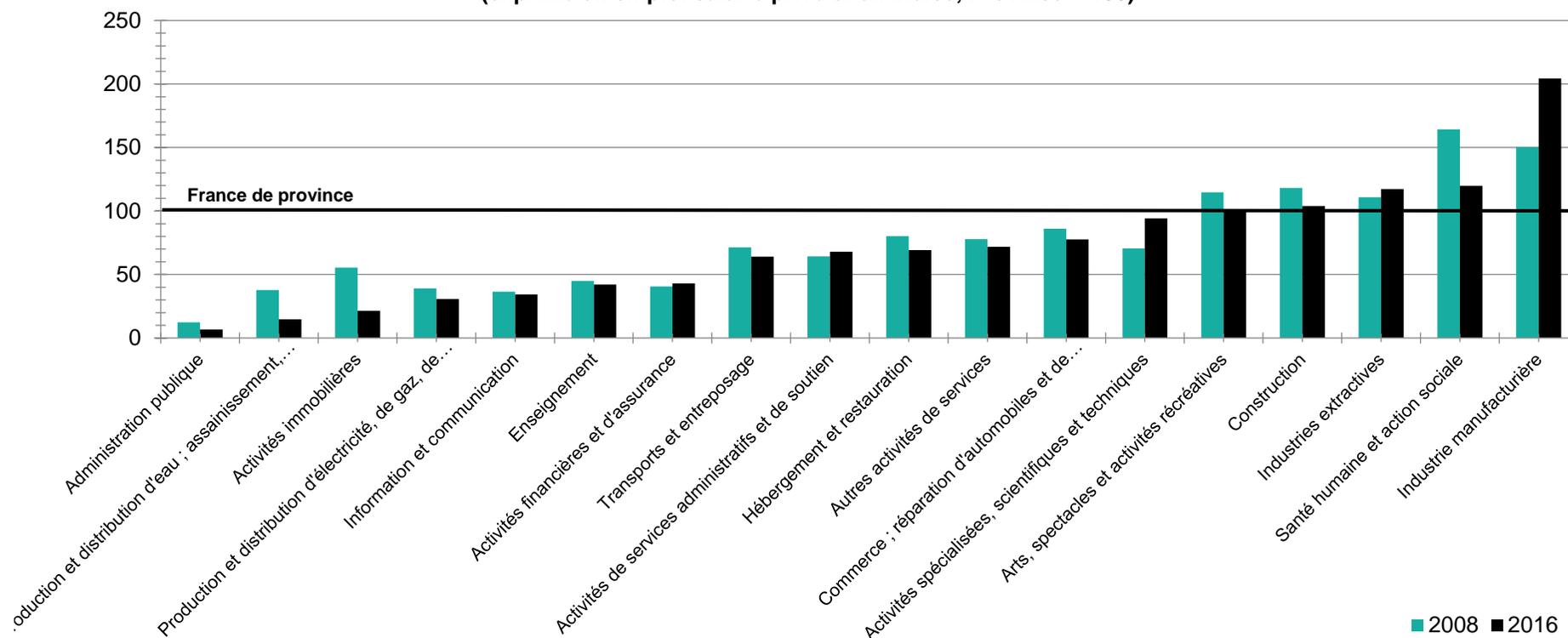
Il apparaît à la lecture des données ci-dessous que les bonnes performances de création d'emplois observées à l'échelle du territoire entre 2008 et 2016 sont imputables à la fois à un effet local positif et à une structure de spécialisation de son tissu productif plutôt défavorable. Effectivement, l'effet de structure calculé ici nous indique que si tous les secteurs d'activité du territoire s'étaient comportés comme au niveau national, il aurait enregistré une augmentation de ces derniers à un rythme de 2,3 % contre 2,9 % dans la réalité. Le territoire a donc fait mieux que ce que l'on aurait pu attendre compte tenu de son orientation économique : les déterminants de sa performance sont aussi à rechercher du côté de ses spécificités mesurées ici par un effet local légèrement positif (0,6 %).

Si l'analyse quantitative ne permet pas d'identifier ce qui se cache derrière cet effet local positif, il est probable qu'il résulte d'une bonne coordination de l'écosystème économique local liée à la capacité des acteurs économiques et institutionnels à travailler ensemble, à créer des synergies, s'inscrire dans des réseaux, innover...

Evaluation de la composante structurelle et locale de l'évolution de l'emploi salarié du privé du territoire entre 2008 et 2016 (en %)

	Evolution observée	Effet de structure	Effet local
CC Grand Figeac	4.2%	2.2%	2.0%
CC Causses et Vallée de la Dordogne	1.5%	2.4%	-0.9%
PETR Figeac Quercy Vallée de la Dordogne	2,9%	2,3%	0,6%

Structure de spécialisation du tissu productif du territoire en 2008 et 2016
(exprimé en emploi salarié privé et en indice, Province = 100)



Source : Calculs d'après URSSAF

Lecture : Lorsque l'indice est supérieur à 100, cela signifie que le secteur d'activité est spécialisé au regard de la moyenne de référence et inversement

Le tissu productif du PETR demeure assez peu diversifié. Seuls deux secteurs de spécialisation émergent en 2016 : *Santé humaine et action sociale* (dont le niveau de spécialisation décroît sensiblement depuis 2008) et surtout *Industrie manufacturière* qui voit quant à lui son niveau de spécialisation sensiblement augmenter entre 2008 et 2016. Alors qu'ils faisaient figure de secteurs de spécialisation en 2008, les secteurs *Arts, spectacles et activités récréatives* et *Construction* ont retrouvé un poids local conforme au standard national en 2016. L'affirmation croissante du secteur de *l'Industrie manufacturière* comme secteur de spécialisation et la perte de spécialisation des autres secteurs d'activités est symptomatique d'une tendance à l'hyperspécialisation aujourd'hui bénéfique mais néanmoins porteuse de risque. En cas de défaillance du secteur manufacturier, le tissu économique local pourrait effectivement subir de graves dommages que les autres secteurs d'activité pourraient avoir du mal à compenser.



Évolution de l'emploi par grands secteurs d'activité depuis 2008

Mise en perspective de l'évolution des secteurs d'activité du territoire entre 2008 et 2016

	PETR Figeac Quercy Vallée de la Dordogne		Province	
	En VA	En %	En VA	En %
Industrie manufacturière	1 329	22.1%	-354 307	-13.4%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	361	48.3%	50 329	7.2%
Activités de services administratifs et de soutien	288	24.6%	164 394	13.7%
Activités financières et d'assurance	36	13.8%	15 334	3.6%
Information et communication	8	4.5%	23 079	7.2%
Enseignement	7	4.3%	17 589	7.4%
Arts, spectacles et activités récréatives	7	2.3%	22 417	13.1%
Hébergement et restauration	2	0.3%	73 539	12.1%
Autres activités de services	-4	-1%	13 100	3.7%
Industries extractives	-6	-15%	-5 333	-22.4%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-10	-14.1%	7 057	5.9%
Administration publique	-16	-51.6%	-23 412	-14.1%
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	-37	-58.7%	1 811	1.6%
Activités immobilières	-100	-64.9%	-22 428	-12.3%
Transports et entreposage	-104	-9.6%	-28 197	-2.8%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	-232	-7.7%	-28 360	-1.2%
Santé humaine et action sociale	-442	-14.0%	173 285	13.7%
Construction	-517	-23.2%	-195 187	-15.7%
Total	570	2.9%	-95 290	-0.7%

Source : URSSAF

La tendance à l'hyperspécialisation s'explique à la fois par la santé absolument exceptionnelle du secteur *Industrie manufacturière* local entre 2008 et 2016 dans un contexte national pourtant largement récessif et l'effondrement des secteurs *Santé humaine et action sociale* (dans un contexte national pourtant extrêmement porteur) et de la *Construction*, soit les deux seuls autres secteurs de spécialisation dont disposait le territoire en 2008. Une analyse des dynamiques sectorielles réalisée à un niveau plus fin permet d'observer que l'industrie manufacturière locale doit son exceptionnelle vitalité à celle des secteurs *Mécanique industrielle* (649 créations d'emplois) et *Construction aéronautique et spatiale* (315 emplois créés). Au-delà, on observera que d'autres secteurs d'activité à haute valeur ajoutée ont eu particulièrement le vent en poupe sur le territoire : il s'agit des secteurs *Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles* (277 emplois créés), *Ingénierie, études techniques* (82 emplois créés) et *Edition de logiciels applicatifs* (44 emplois créés). Ressort à la lecture de ces chiffres l'impression qu'un véritable écosystème économique local s'est structuré autour de la filière aéronautique. Bien qu'extrêmement performant sur la période étudiée ici, nous nous interrogeons cependant sur sa stabilité dans le temps compte tenu de la relative volatilité du secteur. Si le secteur venait à rencontrer des turbulences, c'est tout le tissu économique local qui serait probablement très lourdement impacté, ce d'autant plus que les principaux centres de décision demeurent localisés en d'autres lieux. Autre fait marquant, on notera le déclin significatif des emplois du secteur du commerce. Déclin qui peut être appréhendé comme le signe d'un certain essoufflement de la consommation locale dont il conviendrait de comprendre les raisons dans la mesure où plus de la moitié des emplois du territoire dépendent de celle-ci aujourd'hui.



Les secteurs d'activités « mixtes » : des secteurs d'activité qui disposent à la fois d'une dimension exportatrice et présenteielle

Méthode : la lecture de la structure de spécialisation du tissu productif que nous donne la grille de lecture proposée par l'Insee à partir du découpage en sphères présenteielle et productive recèle un certain nombre de biais. Effectivement, il existe tout une gamme de secteurs d'activité dont le marché peut potentiellement être local et extérieur au territoire. C'est ce que nous appelons les secteurs « mixtes » (cf. en annexe la liste des secteurs d'activité classés comme mixte). Or il est intéressant de travailler sur les secteurs mixtes à double titre : d'une part leur identification implique mécaniquement une diminution de la sphère présenteielle et productive (au sens de l'Insee) et d'autre part, elle nous permet d'identifier les potentialités de montée en gamme des tissus productifs locaux (c'est-à-dire des secteurs d'activité dont le marché pourrait s'étendre du local vers l'extérieur).

Mise en perspective de la part des emplois salariés privés des secteurs productifs « purs », présentsiels « purs » et « mixtes » dans l'emploi salarié privé total en 2008 et 2016 (en %)

	Productifs « purs »		Présentiels « purs »		Mixtes	
	2008	2016	2008	2016	2008	2016
PETR Figeac Quercy ...	29.3%	33.2%	53.1%	46.0%	17.6%	20.8%
Occitanie	25.2%	25.0%	56.4%	56.1%	18.4%	18.9%
Province	30%	28.1%	51.2%	52.1%	18.8%	19.8%

Source : Calculs OPC d'après URSSAF

La décomposition plus fine des sphères économiques reflète parfaitement la coloration encore très productive du territoire : la part des emplois productifs « purs » représentent encore un tiers de ses emplois salariés privés contre 25 % dans la région et 28,1 % en province tandis que celle des emplois présentsiels « purs » n'excède pas 46 % contre plus de 56,1 % dans la région et 52,1 % en en province.

En tendance, on observera que les secteurs présentsiels « purs » ont subi très durement la « Grande récession », tendance qui s'inscrit de surcroît a contrario de celles observées dans la région et en province. Alors que les secteurs productifs « purs », pourtant lourdement impactés au niveau national ont enregistré une dynamique absolument remarquable, tout comme les secteurs « mixtes ». Ces dynamiques tout à fait singulières sont caractéristiques d'une double spécificité : une préservation du tissu productif concurrentiel local de la « Grande récession » et un essoufflement (récent) de la consommation locale qui pénalise le dynamisme de l'économie présenteielle.

Evolution des emplois salariés privés des secteurs productifs « purs », présentsiels « purs » et « mixtes » entre 2008 et 2016 (en %)

	Présentiels « purs »	Mixtes	Productifs « purs »	Total
PETR Figeac Quercy ...	-10.8%	21.6%	16.3%	2.9%
Occitanie	3.3%	6.6%	3.0%	3.8%
Province	1.0%	4.4%	-6.9%	-0.7%

Source : Calculs OPC d'après URSSAF



Dynamique des emplois présentsiels : une décomposition en trois fonctions

Note : la terminologie employée par l'Insee pour qualifier les secteurs d'activité de la sphère productive est génératrice d'une certaine confusion. Elle peut amener à penser que les secteurs d'activité de la sphère présentsielle demeurent exclusivement des secteurs de service (par opposition aux secteurs de production). Or bien évidemment, des secteurs d'activité de production sont recensés parmi les secteurs classés comme présentsiels. Pour ce motif, nous avons procédé à une décomposition de la sphère présentsielle en trois grandes fonctions : les secteurs présentsiels de service, les secteurs présentsiels de production et les secteurs présentsiels de service de production. La liste de ces regroupements peut être consultée en annexe.

Répartition des emplois salariés privés présentsiels par grandes fonctions en 2016 (en %)

	Présentiels de service	Présentiel de production	Présentiel de service de production
PETR Figeac Quercy Vallée ...	75.9%	22.0%	2.1%
Occitanie	76.4%	21.9%	1.7%
Province	75.9%	22.4%	1.7%

Source : Calculs OPC d'après URSSAF

La lecture du tableau ci-dessus montre très clairement que les secteurs d'activité présentsiels n'appartiennent pas exclusivement au seul secteur des services : 22 % des emplois présentsiels du territoire sont effectivement des emplois de production contre 21,9 % dans la région et 22,4 % en province.

En tendance, on remarquera que si le nombre d'emplois présentsiels de service a lourdement chuté localement dans un contexte régional et provincial plutôt porteur, celui des emplois présentsiels de production s'est littéralement effondré, ce à un rythme très sensiblement supérieur à ceux observés en moyennes.

Evolution des emplois salariés privés présentsiels par grande fonctions entre 2008 et 2016 (en valeur absolue et %)

	Présentiels de service		Présentiel de production		Présentiel de service de production	
PETR Figeac Quercy Vallée ...	-680	-8.7%	-475	-18.7%	22	12.6%
Occitanie	30 678	5.7%	-7 543	-4.4%	489	4.1%
Province	161 506	3.3%	-98 756	-6.1%	1 732	1.5%

Source : Calculs OPC d'après URSSAF



LE NIVEAU DE
DEVELOPPEMENT SOCIAL
DU TERRITOIRE

Une approche synthétique



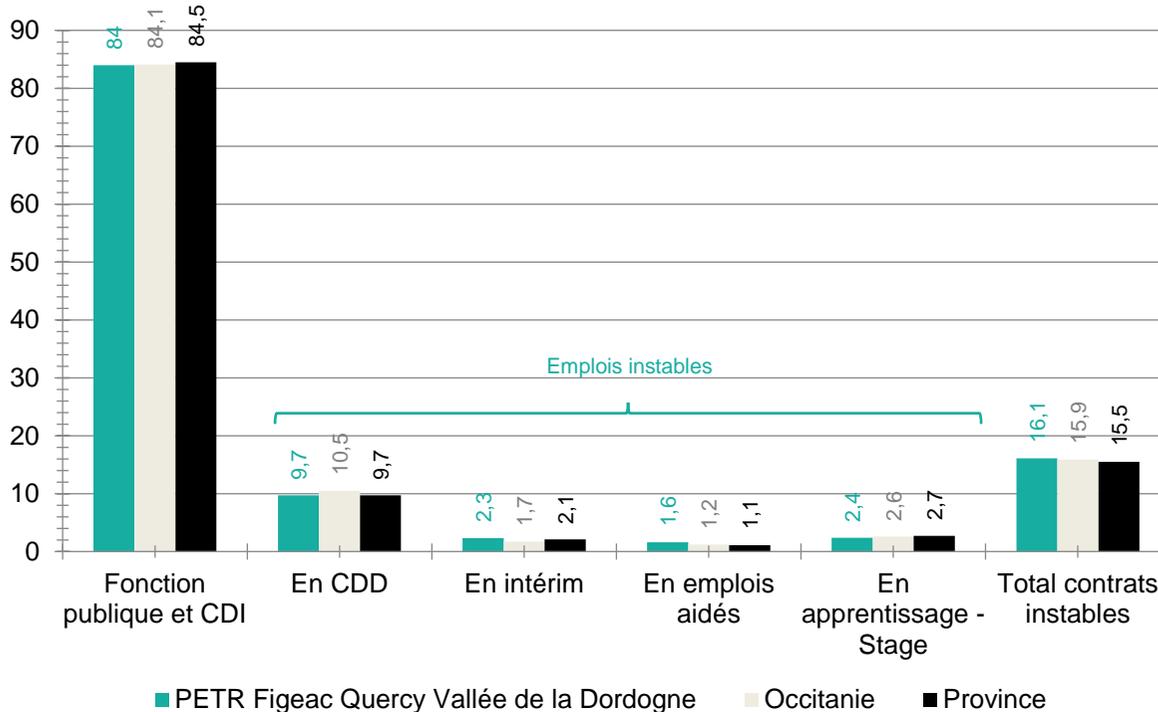
Mise en perspective de la part des actifs occupés à temps partiel dans la population active en emploi en 2014

	% d'actifs en emploi à temps partiel
PETR Figeac Quercy Vallée de la Dordogne	19.2%
Occitanie	19.2%
Province	18.1%

Source : Insee – Recensement de la population

Comme souvent dans les territoires au profil touristique, la part des actifs en emploi à temps partiel du PETR apparaît relativement élevée.

Répartition de la population active salariée par type de contrat en 2014



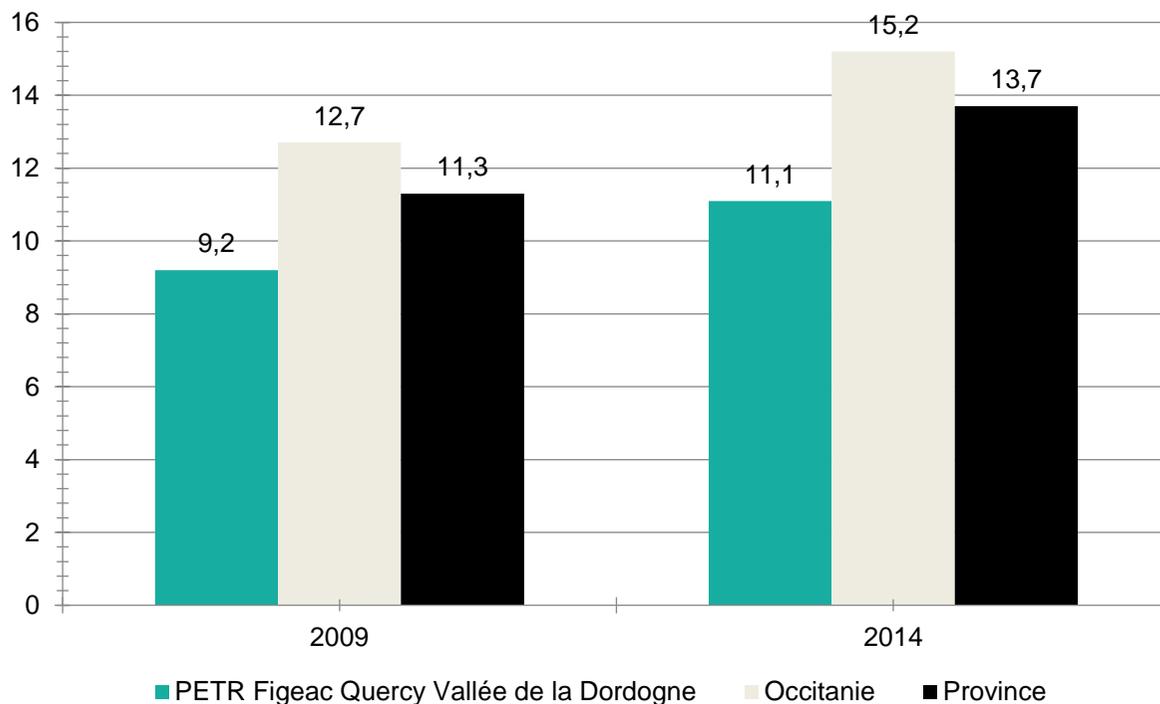
La proportion d'actifs en contrats instables demeure elle aussi plutôt élevée en raison d'une sur-représentation des emplois intérimaires (qui fait écho à l'orientation encore très industrielle du tissu productif) et des emplois aidés et ce malgré le poids plutôt conforme à la moyenne nationale des actifs en CDD.

Source : Insee – Recensement de la population

Lecture : 16,1 % des actifs occupés salariés du territoire occupent un emploi « instable »



Mise en perspective du taux de chômage du territoire en 2009 et 2014



Le territoire présente une intensité du chômage sensiblement moins élevée qu'en moyennes.

On relèvera que sa progression entre 2009 et 2014 est liée à une augmentation rapide mais néanmoins sensiblement inférieure aux moyennes de comparaison du nombre de chômeurs amplifiée par la relative stagnation de sa population active.

Source : Insee – Recensement de la population

Mise en perspective de l'évolution de la population active et des chômeurs du territoire entre 2009 et 2014

	Population active		Chômeurs	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux
PETR Figeac Quercy Vallée de la Dordogne	219	0.6%	752	21.5%
Occitanie	134 169	5.5%	81 362	26.2%
Province	617 229	2.7%	633 623	24.2%

Source : Insee – Recensement de la population



Mise en perspective de l'évolution des demandeurs d'emploi du territoire avec les moyennes régionale et de Province entre 2008 et 2016

	2008 – 2009		2009 – 2011		2011 – 2014		2014 – 2016		2008 – 2016	
PETR Figeac Quercy...	760	20.3%	420	9.3%	980	19.9%	500	8.5%	2 660	70.9%
Occitanie	53 590	16.3%	54 730	14.3%	108 110	24.8%	26 790	4.9%	243 220	74.2%
Province	497 480	18.3%	348 940	10.8%	807 880	22.7%	214 790	4.9%	1 869 090	68.7%

Source : Darès

La dynamique des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi entre 2008 et 2016 s'inscrit dans la tendance observée à partir des données du recensement sur la période 2009-2014. Avec une progression du nombre de demandeurs d'emploi de 70,9 %, le marché du travail local a été affecté d'une forte dégradation faisant suite à l'entrée en vigueur de la « Grande récession ».

Bien que légèrement plus intense, cette dégradation demeure malgré tout relativement conforme à ce que l'on a pu observer en moyennes dans la région ou en province. Mais elle n'a pas été linéaire. Si le premier choc récessif de 2008 - 2009 a été particulièrement violent (ce dans des proportions supérieures aux tendances régionale et de province), la reprise de 2009 - 2011 a produit une décélération de la hausse de la demande d'emploi. Le second cycle récessif de 2011 - 2014 a été un peu moins douloureux pour le territoire : l'accélération de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi a été plus modérée qu'en moyennes. Enfin, la période de reprise qui s'ouvre entre 2014 et 2016 lui a été plutôt moins profitable avec un ralentissement de la demande d'emploi moins marqué qu'en moyennes.

On mesure ici une fois encore la violence de la « Grande récession » qui a largement contribué à la dégradation du marché du travail local entre 2008 et 2016, ce malgré l'exceptionnelle vitalité du tissu productif qui a, rappelons-le, créé des emplois à un rythme de 2,9 % sur l'ensemble de la période.



Distribution du revenu des ménages par catégorie de revenu (déciles)

Définition : Le **revenu disponible** correspond à la somme des ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus, après abattement et redistribution. Il comprend ainsi les revenus d'activité salariée et indépendante, les pensions d'invalidité et les retraites (hors minimum vieillesse), les pensions alimentaires reçues (déduction faite des pensions versées), certains revenus du patrimoine ainsi que les revenus sociaux imposables : indemnités de maladie et de chômage et les différents revenus de transfert. Le niveau d'observation du revenu fiscal que nous avons retenu est l'**unité de consommation** (plutôt que le ménage ou la personne). L'unité de consommation est un système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC). La **médiane** est la valeur qui partage une distribution en deux parties égales. Ainsi, pour une distribution de revenus, la médiane est le revenu au-dessous duquel se situent 50 % des revenus. C'est de manière équivalente le revenu au-dessus duquel se situent 50 % des revenus. La médiane constitue un indicateur plus fiable que la moyenne. Le **premier décile** est le revenu au-dessus duquel se situent 90 % des revenus. Le 1^{er} décile concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus pauvres. Le **neuvième décile** est le revenu au-dessous duquel se situent 90 % des revenus. Le 9^{ème} décile concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus riches. Le niveau d'inégalités sociales, c'est-à-dire entre habitants, est appréhendé à partir d'un **indice de Gini**. L'indice de Gini est un indice d'inégalités appliqué dans le cas présent au revenu fiscal par unité de consommation. L'indice de Gini varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les revenus seraient égaux. A l'autre extrême, il est égal à 1 dans la situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les revenus sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé. Une baisse de l'indice de Gini observée entre deux dates indique une diminution globale des inégalités. A l'inverse, une élévation de l'indice reflète une augmentation globale des inégalités.

La mise en perspective de la distribution du revenu disponible à l'échelle des communautés de communes du territoire avec les moyennes régionale et métropolitaine (cf. graphique page suivante) montre que :

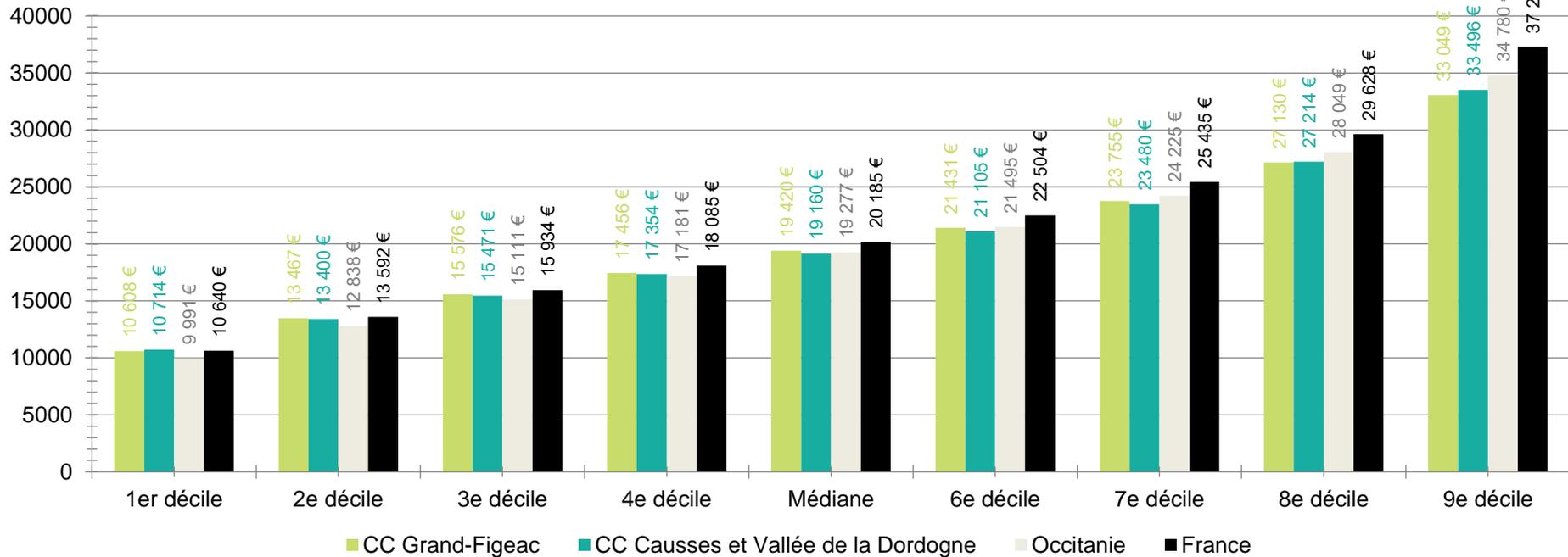
- le niveau de revenu des catégories sociales les plus démunies - le 1^{er} décile - apparaît plutôt supérieur aux moyennes de comparaison, traduisant une intensité de la pauvreté moins élevée localement ;
- la situation relative des classes moyennes demeure plutôt défavorable compte tenu de leur niveau de vie inférieur à la moyenne de province et même d'Occitanie pour la CC Causse Vallée de la Dordogne ;
- les populations les plus aisées - 8^{ème} et 9^{ème} décile - demeurent sensiblement moins « riches » qu'en moyennes avec des niveaux de vie inférieurs à la moyenne régionale et de France métropolitaine quelle que soit la communauté.

Si la structure sociale des communautés qui composent le territoire apparaît très homogène (cf. l'indice d'inégalités de niveau de vie sensiblement inférieur aux moyennes de comparaison) avec des populations « pauvres » moins pauvres qu'en moyennes, des classes moyennes plutôt défavorisées et des populations aisées beaucoup moins riches qu'en moyennes, elle traduit cependant une forme de paupérisation relative généralisée symptomatique d'une situation sociale que l'on peut qualifier de mitigée.



Distribution du revenu des ménages par catégorie de revenu (déciles)

Distribution du revenu disponible par décile et par unité de consommation (2013)



Source : Insee - Filosofi

Lecture : Le 1^{er} décile est le revenu maximal des 10% des ménages les plus pauvres, le 9^{ème} décile est le revenu minimal des 10% les plus riches...

	Indice d'inégalités de niveau de vie
CC Grand-Figeac	0.2530
CC Causses et Vallée de la Dordogne	0.2610
Occitanie	0.2807
France	0.2903

Source : Insee – Filosofi

Lecture : L'indice de Gini est compris entre 0 et 1. Plus il est proche de 1, plus les inégalités sont élevées



Mise en perspective du taux de pauvreté et de l'intensité de la pauvreté en 2013

	Taux de pauvreté	Intensité de la pauvreté	Revenu médian de la population sous le seuil de pauvreté
CC Grand-Figeac	14.7%	0.1996	9 694 €
CC Causses et Vallée de la Dordogne	14.6%	0.1917	9 789 €
Occitanie	17.0%	0.2174	9 477 €
France	14.5%	0.2105	9 562 €

Source : Insee - Filosofi

L'analyse des données relatives à la pauvreté corrobore celle produite à la lecture de celles portant sur le niveau de vie (revenu disponible) :

- la proportion de ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté demeure conforme à ce que l'on observe en moyenne en France mais bien en deçà de la moyenne régionale ;
- l'intensité de la pauvreté apparaît nettement inférieure aux moyennes de comparaison (attestant du fait que les populations les plus pauvres demeurent moins pauvres localement qu'en moyennes) ;
- dans le prolongement, on pourra observer que le revenu médian des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté demeure supérieur aux moyennes de comparaison.

Si relativement parlant, la situation du PETR peut apparaître plutôt avantageuse en terme de pauvreté, la part très significative de ménages vivant sous le seuil de pauvreté indique que cette question demeure encore une véritable priorité pour le territoire.

SYNTHESE

*Pérenniser la diversification du modèle de
développement*



Un modèle de développement « productivo-résidentiel » porteur mais néanmoins fragile

Le PETR Figeac Quercy Vallée de la Dordogne dispose d'un modèle de développement de type « Retraité-touristique » mis en évidence par une surreprésentation significative des pensions de retraite et des dépenses touristiques dans le processus de captation de revenus en provenance de l'extérieur liée au vieillissement accentué de sa population et à son attractivité touristique. Ce modèle pourrait laisser penser qu'il dispose de modalités de fonctionnement socio-économique très spécialisées. La réalité est en fait plus nuancée. Bien que les revenus productifs exportateurs ne soient pas significativement surreprésentés, ils n'en constituent pas moins un levier de captation déterminant. Cette diversité légèrement masquée traduit plutôt un bon équilibre fonctionnel et une dépendance croissante – via les pensions de retraite - mais néanmoins modérée aux mécanismes de redistribution nationaux qui, s'ils devaient prendre trop de poids dans la captation, seraient la traduction d'un enfermement du territoire dans une trajectoire de développement défavorable et peu porteuse.

Grâce à la diversité de ses leviers de captation et particulièrement au levier touristique, le modèle de développement du territoire induit une captation de richesses par habitant sensiblement supérieure à la moyenne des territoires de même catégorie (les PETR et Pays de même strate démographique). Sa propension à consommer localement apparaît bonne et suggère qu'il est modérément exposé à des phénomènes d'évasion commerciale. Cette configuration semble plutôt favorable à la stimulation de l'économie présente, segment de l'économie exclusivement tourné vers la satisfaction des populations résidentes et présentes (touristes, résidents secondaires, actifs non-résidents...), comme le démontre la densité d'emplois présents supérieur au niveau que l'on observe dans les territoires de même catégorie. Pour autant, la dynamique extrêmement défavorable du secteur du commerce depuis 2008 suggère plutôt un ralentissement de la consommation locale.

Un tissu économique marqué par une profonde évolution et qui profite d'un véritable second souffle

Le tissu économique a subi une profonde évolution au cours des 40 dernières années. Doté d'une forte orientation productive concurrentielle dans le courant des années 70, il affiche désormais, comme à peu près partout en France, un profil nettement plus présentiel. Pour autant, le poids de la sphère productive exportatrice reste plus importante localement (40,5 % contre 34,0 % en France de province). Son relatif maintien se traduit par une spécialisation dans des activités industrielles, notamment manufacturières (*Mécanique industrielle* et *Construction aéronautique et spatiale*), aux côtés des activités présentes du type *Santé humaine et action sociale*.

L'évolution du tissu économique intervenue depuis les années 70 est fortement liée à l'effondrement des activités productives concurrentielles. Effectivement, la croissance des emplois de la sphère présente a été rapide sur la période mais néanmoins inférieure aux tendances régionale et nationale, attestant de la montée en puissance tempérée des forces liées à la consommation locale. Dynamique qui a malgré tout permis de compenser les lourdes pertes d'emplois enregistrées dans la sphère productive exportatrice.



Sur la période récente, le territoire semble avoir été largement épargné par la « Grande récession » entamée en 2008. Ce en dépit de la forte exposition de son tissu productif au premier choc récessif de 2008-2009 (- 3,3 % de baisse de l'emploi salarié privé) et grâce à sa forte capacité de rebond durant les cycles de reprise observés entre 2009-2011 et 2014-2016 ainsi que sa très forte capacité de résilience lors du second choc récessif de 2011-2014. Le territoire a ainsi créé 570 emplois durant cette période.

Les déterminants de ces bonnes performances sont autant à rechercher du côté de l'orientation économique du tissu productif, très clairement favorable, que d'un « effet local » lui aussi positif. Si chacun des secteurs d'activité qui composent le tissu économique local avaient évolué comme au niveau national, le territoire aurait profité d'une progression de l'emploi de 2,3 % contre 2,9 % en réalité. Le tissu productif a donc fait mieux que ce l'on pouvait attendre au regard de sa structure de spécialisation. Cet effet local positif traduit sans doute la forte capacité du territoire à mobiliser ses capacités propres, ses ressources spécifiques, pour disposer d'une dynamique économique favorable.

En résumé, l'analyse combinée des performances économiques du territoire sur le long terme et le court terme montre que ce dernier a totalement changé de trajectoire. Défavorable sur le temps long, le PETR semble profiter aujourd'hui d'un second souffle sur le plan productif porté par son exceptionnelle dynamique industrielle. Ce nouvel élan, extrêmement positif, reste néanmoins porteur de risque. Le tissu productif semble de plus en plus spécialisé autour de la filière aéronautique et demeure par extension insuffisamment diversifié. Ce qui l'expose à des risques significatifs en cas de retournement du secteur. D'autant plus que les deux autres principaux secteurs de spécialisation dont disposait le territoire – *Construction* et *Santé humaine et action sociale* – ainsi que celui du commerce sont en berne. Dynamique qui se traduit au global par un effondrement de la sphère présentielle et semble bien conforter l'hypothèse d'un réel essoufflement de la consommation locale.

Une situation sociale mitigée

Le fonctionnement socio-économique général du territoire, synthétisé par son modèle de développement, et sa dynamique économique sont aujourd'hui vecteurs d'un niveau de cohésion sociale que l'on pourrait qualifier de mitigée. Le niveau de précarité des conditions d'emploi demeure élevé (surtout le temps partiel et l'intérim). L'intensité du chômage l'est aussi même si nettement moins qu'en moyennes dans la région et en province. Et la progression du nombre de demandeurs d'emploi a été très rapide depuis 2008 mais néanmoins relativement conforme aux tendances régionale et nationale. La distribution du revenu des ménages apparaît quant à elle plus ambivalente. Si le niveau de revenu des populations le plus pauvres apparaît plutôt meilleur localement qu'en moyennes, les classes moyennes et aisées pâtissent d'un niveau de vie sensiblement moins élevé. Cette répartition des revenus dessine au global une structure sociale très homogène, c'est-à-dire peu inégalitaire. Enfin, la part des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté apparaît élevée à un niveau légèrement supérieur à la moyenne nationale mais nettement inférieure à ce que l'on observe en Occitanie, ce qui fait de la pauvreté une véritable préoccupation même si elle semble un peu moins intense qu'en moyennes.



Des pistes pour conforter la diversification et la robustesse du modèle de développement

Le modèle de développement du territoire apparaît relativement porteur en raison de son profil à la fois productif et résidentiel. Néanmoins, il présente un certain nombre de fragilités liées à la spécialisation croissante de son tissu productif concurrentiel, au ralentissement de la consommation locale et à sa dépendance croissante aux mécanismes de socialisation (cf. le poids grandissant des pensions de retraite) qui font peser de réels risques sur celui-ci alors que la situation sociale est déjà loin d'être optimale. Il apparaît donc vital pour le territoire de pérenniser voire d'accentuer la diversification de ses moteurs de développement de façon à éviter qu'il ne se « socialise » trop.

L'atteinte de cette ambition passera nécessairement par la réponse à trois grands types d'enjeux :

- **Pérenniser la dynamique productive concurrentielle** en renforçant la structuration de l'écosystème économique local, notamment autour de la filière aéronautique et surtout en essayant d'impulser un mouvement de diversification du tissu économique ;
- **Stimuler et diversifier l'économie résidentielle** :
 - o **en pérennisant l'attractivité touristique** tout en cherchant à réguler ses effets négatifs sur les conditions d'emploi (cf. la forte proportion d'actifs à temps partiel) et augmenter le volume de dépenses locales pour stimuler une économie résidentielle largement en berne ;
 - o **en stimulant l'attractivité résidentielle du territoire**. Il s'agit de conforter la dynamique démographique retrouvée en continuant à attirer de nouvelles populations et de façon plus spécifique, des actifs qualifiés et des jeunes pour freiner le processus de vieillissement, assurer le renouvellement de la main d'œuvre et favoriser le redressement économique et l'innovation. En revanche, l'intensification de l'attractivité nous semble difficilement pouvoir s'accompagner d'une augmentation des salaires « importés » compte tenu de l'éloignement des pôles d'activité que son Rodez, Cahors ou Brive...
- **Soutenir la consommation locale**, qui semble s'être fortement essouffée ces dernières années, pour dynamiser l'économie résidentielle en maintenant l'évasion commerciale, notamment en travaillant l'articulation avec les territoires voisins, de façon à contrebalancer les effets néfastes du faible pouvoir d'achat local.

ANNEXES.





Annexe 1 – Les secteurs d'activité des sphères présentes et non présentes reclassés comme mixtes

Liste des secteurs d'activité « mixtes »

Secteur d'activité (NAF5)	Classification sphère Insee Initiale
Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules	Non présente
Activités de soutien aux cultures	Non présente
Chasse, piégeage et services annexes	Non présente
Sylviculture et autres activités forestières	Non présente
Exploitation forestière	Non présente
Services de soutien à l'exploitation forestière	Non présente
Transformation et conservation de la viande de boucherie	Non présente
Transformation et conservation de la viande de volaille	Non présente
Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	Non présente
Transformation et conservation de pommes de terre	Non présente
Préparation de jus de fruits et légumes	Non présente
Autre transformation et conservation de légumes	Non présente
Transformation et conservation de fruits	Non présente
Fabrication de lait liquide et de produits frais	Non présente
Fabrication de beurre	Non présente
Fabrication de fromage	Non présente
Fabrication d'autres produits laitiers	Non présente
Fabrication de glaces et sorbets	Non présente
Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	Non présente
Cuisson de produits de boulangerie	Présente
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	Présente
Pâtisserie	Présente
Fabrication de cidre et de vins de fruits	Non présente
Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation	Non présente
Imprégnation du bois	Non présente



Annexe 1 (suite) – Les secteurs d'activité des sphères présentes et non présentes reclassés comme mixtes

(Suite)

Secteur d'activité (NAF5)	Classification sphère Insee Initiale
Fabrication de placage et de panneaux de bois	Non présente
Fabrication de parquets assemblés	Non présente
Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	Non présente
Fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie	Non présente
Reliure et activités connexes	Non présente
Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	Non présente
Fabrication d'huiles essentielles	Non présente
Fabrication de verre plat	Non présente
Façonnage et transformation du verre plat	Non présente
Fabrication de verre creux	Non présente
Fabrication et façonnage d'autres articles en verre, y compris verre technique	Non présente
Fabrication de carreaux en céramique	Non présente
Fabrication de briques, tuiles et produits de construction, en terre cuite	Non présente
Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental	Non présente
Fabrication d'autres produits céramiques	Non présente
Fabrication de chaux et plâtre	Non présente
Fabrication d'éléments en béton pour la construction	Non présente
Fabrication d'éléments en plâtre pour la construction	Non présente
Fabrication de coutellerie	Non présente
Fabrication de serrures et de ferrures	Non présente
Fabrication de moules et modèles	Non présente
Fabrication de meubles de cuisine	Non présente
Fabrication de sièges d'ameublement d'intérieur	Non présente
Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie	Non présente
Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	Non présente



Annexe 1 (suite) – Les secteurs d'activité des sphères présentes et non présentes reclassés comme mixtes

(Suite)

Secteur d'activité (NAF5)	Classification sphère Insee Initiale
Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	Non présente
Réparation d'ouvrages en métaux	Non présente
Réparation de machines et équipements mécaniques	Non présente
Réparation de matériels électroniques et optiques	Non présente
Réparation d'équipements électriques	Non présente
Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie	Non présente
Installation de machines et équipements mécaniques	Non présente
Installation d'équipements électriques, de matériels électroniques et optiques ou d'autres matériels	Non présente
Construction de maisons individuelles	Présente
Construction d'autres bâtiments	Présente
Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et produits semi-finis	Non présente
Entreposage et stockage frigorifique	Non présente
Entreposage et stockage non frigorifique	Non présente
Portails Internet	Non présente
Activités des marchands de biens immobiliers	Présente
Location de logements	Présente
Location de terrains et d'autres biens immobiliers	Non présente
Agences immobilières	Présente
Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier	Présente
Activités juridiques	Non présente
Activités comptables	Non présente
Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	Non présente
Activités d'architecture	Non présente
Activité des géomètres	Non présente
Ingénierie, études techniques	Non présente



Annexe 1 (suite) – Les secteurs d'activité des sphères présentes et non présentes reclassés comme mixtes

(Fin)

Secteur d'activité (NAF5)	Classification sphère Insee Initiale
Contrôle technique automobile	Non présente
Activités des agences de publicité	Non présente
Activités photographiques	Non présente
Traduction et interprétation	Non présente
Activité des économistes de la construction	Non présente
Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers	Non présente
Location de longue durée de voitures et de véhicules automobiles légers	Non présente
Location et location-bail de camions	Non présente
Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques	Non présente
Location et location-bail de machines et équipements agricoles	Non présente
Location et location-bail de machines et équipements pour la construction	Non présente
Location et location-bail de machines de bureau et de matériel informatique	Non présente
Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.	Non présente
Activités des agences de placement de main-d'œuvre	Non présente
Activités des agences de travail temporaire	Non présente
Autre mise à disposition de ressources humaines	Non présente
Activités de sécurité privée	Non présente
Activités liées aux systèmes de sécurité	Non présente
Activités d'enquête	Non présente
Nettoyage courant des bâtiments	Non présente
Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	Non présente
Désinfection, désinsectisation, dératisation	Non présente
Autres activités de nettoyage n.c.a.	Non présente
Services d'aménagement paysager	Non présente
Services administratifs combinés de bureau	Non présente
Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau	Non présente
Organisation de foires, salons professionnels et congrès	Non présente
Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	Non présente
Activités de soutien à l'enseignement	Non présente
Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques	Non présente
Réparation de meubles et d'équipements du foyer	Non présente

Source : Reclassification La Clé proactive et OPC d'après Insee



Annexe 2 – Les secteurs de l'économie présenteielle décomposés par fonction

Secteurs d'activité spécialisés dans la production

Secteur d'activité	Secteur d'activité
Charcuterie	Travaux d'installation électrique sur la voie publique
Cuisson de produits de boulangerie	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
Pâtisserie	Travaux d'isolation
Captage, traitement et distribution d'eau	Autres travaux d'installation n.c.a.
Collecte et traitement des eaux usées	Travaux de plâtrerie
Collecte des déchets non dangereux	Travaux de menuiserie bois et PVC
Collecte des déchets dangereux	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
Traitement et élimination des déchets non dangereux	Agencement de lieux de vente
Traitement et élimination des déchets dangereux	Travaux de revêtement des sols et des murs
Construction de maisons individuelles	Travaux de peinture et vitrerie
Construction d'autres bâtiments	Autres travaux de finition
Construction de routes et autoroutes	Travaux de charpente
Construction de voies ferrées de surface et souterraines	Travaux de couverture par éléments
Construction d'ouvrages d'art	Travaux d'étanchéification
Construction et entretien de tunnels	Travaux de montage de structures métalliques
Construction de réseaux pour fluides	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
Construction de réseaux électriques et de télécommunications	Autres travaux spécialisés de construction
Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux	Restauration traditionnelle
Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a.	Restauration de type rapide
Travaux de démolition	Services des traiteurs
Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	Restauration collective sous contrat
Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse	Autres services de restauration n.c.a.
Forages et sondages	Création artistique relevant des arts plastiques
Travaux d'installation électrique dans tous locaux	Autre création artistique

Source : *Reclassification La Clé proactive et OPC d'après Insee*



Annexe 2 – Les secteurs de l'économie présentielle décomposés par fonction

Secteurs d'activité présentiels spécialisés dans la prestation de service

Secteur d'activité	Secteur d'activité
Promotion immobilière de logements	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
Location avec opérateur de matériel de construction	Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé
Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
Commerce d'autres véhicules automobiles	Commerce de détail de la chaussure
Commerce de détail d'équipements automobiles	Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage
Commerce et réparation de motocycles	Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé
Commerce de détail de produits surgelés	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
Commerce d'alimentation générale	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
Supérettes	Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé
Supermarchés	Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé
Magasins multi-commerces	Commerces de détail d'optique
Hypermarchés	Commerces de détail de charbons et combustibles
Grands magasins	Autres commerces de détail spécialisés divers
Autres commerces de détail en magasin non spécialisé	Commerce de détail de biens d'occasion en magasin
Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé	Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés
Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé	Commerce de détail de textiles, d'habillement et de chaussures sur éventaires et marchés
Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés
Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé	Vente à domicile
Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé	Vente par automates et autres commerces de détail hors magasin, éventaires ou marchés n.c.a.
Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé	Transport ferroviaire interurbain de voyageurs
Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé	Transports ferroviaires de fret
Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé	Transports urbains et suburbains de voyageurs
Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé	Transports de voyageurs par taxis
Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé	Transports routiers réguliers de voyageurs
Commerce de détail de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé	Autres transports routiers de voyageurs
Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé	Téléphériques et remontées mécaniques
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m ²)	Services de déménagement
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m ² et plus)	Transports aériens de passagers
Commerce de détail de tapis, moquettes et revêtements de murs et de sols en magasin spécialisé	Transports aériens de fret
Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé	Services auxiliaires des transports terrestres
Commerce de détail de meubles	Services auxiliaires des transports aériens
Commerce de détail d'autres équipements du foyer	Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel
Commerce de détail de livres en magasin spécialisé	Autres activités de poste et de courrier
Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé	Hôtels et hébergement similaire
Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée



Annexe 2 – Les secteurs de l'économie présenteielle décomposés par fonction

(Suite)

Secteur d'activité	Secteur d'activité
Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers
Autres hébergements	Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier
Cafétérias et autres libres-services	Activités vétérinaires
Débîts de boissons	Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport
Projection de films cinématographiques	Location de vidéocassettes et disques vidéo
Télécommunications filaires	Activités des agences de voyage
Télécommunications sans fil	Activités des voyagistes
Télécommunications par satellite	Autres services de réservation et activités connexes
Autres activités de télécommunication	Activités combinées de soutien lié aux bâtiments
Activités de banque centrale	Administration publique générale
Autres intermédiations monétaires	Administration publique (tutelle) de la santé, de la formation, de la culture et des services sociaux, autre que sécurité sociale
Fonds de placement et entités financières similaires	Administration publique (tutelle) des activités économiques
Crédit-bail	Affaires étrangères
Autre distribution de crédit	Défense
Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.	Justice
Assurance vie	Activités d'ordre public et de sécurité
Autres assurances	Services du feu et de secours
Réassurance	Activités générales de sécurité sociale
Caisses de retraite	Gestion des retraites complémentaires
Administration de marchés financiers	Distribution sociale de revenus
Courtage de valeurs mobilières et de marchandises	Enseignement pré-primaire
Supports juridiques de gestion de patrimoine mobilier	Enseignement primaire
Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.	Enseignement secondaire général
Évaluation des risques et dommages	Enseignement secondaire technique ou professionnel
Activités des agents et courtiers d'assurances	Enseignement post-secondaire non supérieur
Autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite	Enseignement supérieur
Gestion de fonds	Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs
Activités des marchands de biens immobiliers	Enseignement culturel
Location de logements	Enseignement de la conduite
Agences immobilières	Formation continue d'adultes



Annexe 2 – Les secteurs de l'économie présenteielle décomposés par fonction

(Fin)

Secteur d'activité	Secteur d'activité
Autres enseignements	Activités de soutien au spectacle vivant
Activités hospitalières	Gestion de salles de spectacles
Activité des médecins généralistes	Gestion des bibliothèques et des archives
Activités de radiodiagnostic et de radiothérapie	Gestion des musées
Activités chirurgicales	Gestion des sites et monuments historiques et des attractions touristiques similaires
Autres activités des médecins spécialistes	Gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles
Pratique dentaire	Organisation de jeux de hasard et d'argent
Ambulances	Gestion d'installations sportives
Laboratoires d'analyses médicales	Activités de clubs de sports
Centres de collecte et banques d'organes	Activités des centres de culture physique
Activités des infirmiers et des sages-femmes	Autres activités liées au sport
Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues	Activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes
Activités de santé humaine non classées ailleurs	Autres activités récréatives et de loisirs
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	Activités des organisations patronales et consulaires
Hébergement médicalisé pour enfants handicapés	Activités des organisations professionnelles
Hébergement médicalisé pour adultes handicapés et autre hébergement médicalisé	Activités des syndicats de salariés
Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux	Activités des organisations religieuses
Hébergement social pour toxicomanes	Activités des organisations politiques
Hébergement social pour personnes âgées	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
Hébergement social pour handicapés physiques	Blanchisserie-teinturerie de gros
Hébergement social pour enfants en difficultés	Blanchisserie-teinturerie de détail
Hébergement social pour adultes et familles en difficultés et autre hébergement social	Coiffure
Aide à domicile	Soins de beauté
Accueil ou accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés ou de personnes âgées	Services funéraires
Aide par le travail	Entretien corporel
Accueil de jeunes enfants	Autres services personnels n.c.a.
Accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants handicapés	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique
Autre accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants et d'adolescents	Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens pour usage propre
Action sociale sans hébergement n.c.a.	Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de services pour usage propre
Arts du spectacle vivant	Activités des organisations et organismes extraterritoriaux

Source : Reclassification La Clé proactive et OPC d'après Insee



Annexe 2 – Les secteurs de l'économie présentielle décomposés par fonction

Secteurs d'activité présentiels spécialisés dans la prestation de service de production

Secteur de production
Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles
Réparation d'équipements de communication
Réparation de produits électroniques grand public
Réparation d'appareils électroménagers et d'équipements pour la maison et le jardin
Réparation de chaussures et d'articles en cuir
Réparation d'articles d'horlogerie et de bijouterie
Réparation d'autres biens personnels et domestiques

Source : Reclassification La Clé proactive et OPC d'après Insee

Olivier Portier
OPConseil

Péniche Joeta
26 Quai Georges Gorse
92 100 Boulogne Billancourt

TEL : 09 67 31 78 65 - MOB : 06 63 19 06 79

MAIL : olivier.portier@opconsultant.com

WEB : www.opconsultant.com



OPCONSEIL
ANALYSTE TERRITORIAL